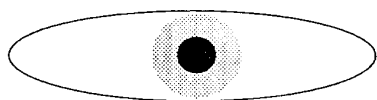


BURUNDI



Scope

Bulletin du Centre d'Information et d'Etudes
pour le Développement (C.I.E.D.)

B.P. 5356 BUJUMBURA - BURUNDI

Burundi-Scope No 4 du 23 Mai 1997

Controverses autour des négociations

L'annonce officielle des négociations en cours entre le gouvernement burundais et la rébellion CNDD a fait l'effet d'une bombe au Burundi. Nul n'est resté indifférent. De l'extrémisme hutu à l'extrémisme tutsi, en passant par une myriade de sensibilités, des réactions se sont exprimées. Les étudiants de l'université ont comme à leur habitude ouvert les premiers les hostilités. Arrêt des cours, assemblées générales, tentatives de manifestations vite découragées par les forces de l'ordre, etc. L'opinion sur tout "tutsi" est chauffée à blanc. Les explications à grande échelle, données par les plus hautes autorités, ne semblent ni convaincre ni apaiser les inquiétudes. Ceux qui soutiennent la démarche n'osent pas se manifester.

Le CNDD a appliqué avec brio l'effet de la surprise, expérimenté au cours de ses multiples incursions meurtrières sur le terrain militaire. En politique, aussi, celui-ci est en train de faire des secousses. Pourquoi le CNDD a-t-il pris l'initiative de dévoiler, au grand public, l'existence des pourparlers "secrets" en cours à Rome. Quel intérêt en tire-t-il ?

Apparemment l'objectif est de déstabiliser le Président Buyoya. Depuis qu'il est revenu aux affaires, les forces rebelles n'ont cessé de subir des revers militaires. Elles ont perdu le terrain dans le nord, le centre et l'Est du pays. Même l'attaque d'envergure menée au sud du pays ne

semble pas avoir atteint l'objectif escompté d'occuper durablement le terrain.

En divulguant prématurément le secret des négociations, le CNDD poursuit donc un double objectif. Il s'agit d'abord de mettre Buyoya en difficulté, faire baisser sa côte de popularité, devant l'opinion tutsi, les militaires au front, dont une grande majorité semble être allergique au dialogue avec les "génocidaires". Ensuite, il fallait remonter le moral des DFF¹, malmenées depuis environ six mois par l'armée régulière, pour leur donner un nouveau souffle. Car, négocier avec eux, signifie en quelque sorte, reconnaître leur force et leur représentativité. Ils espèrent être affranchis de l'état de parias, de forces du mal, qui commençait progressivement à leur coller, depuis qu'ils ciblent et tuent des personnes dans les camps de déplacés, les écoles et les hôpitaux.

Cette tactique ne manque pas de faiblesses. Elle permet à toutes "les autres parties concernées" de revendiquer, à juste titre, leur place dans les pourparlers et de poser le problème de la représentativité. Le FRODEBU, souhaite négocier, sous l'égide du médiateur Nyerere, dans un pays de la région². Le CNDD de son côté, "insiste sur

¹"Forces de Défense de la Démocratie", bras armé du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD)

²En la matière, le président de l'assemblée nationale, adopte la même position que son parti, le FRODEBU. Sur le lieu des négociations, il dit

la sphère des négociations de Rome, limitée aux seuls représentants du pouvoir et de la rébellion, excluant donc les partis politiques, y compris le FRODEBU³. Ce dernier réclame une place de choix dans les négociations pour avoir gagné les élections de juin 1993. La question du médiateur, du pays hôte des négociations constituent donc la pomme de discorde entre les deux formations. Décidément la question du médiateur n'a pas fini de faire des vagues!

L'UPRONA, sensé être le parti du major Buyoya, a été le premier à ouvrir le feu. "Il exprime son indignation face à pareille initiative et condamne cet acte de haute trahison⁴.

Le Président du parti ne semble pas être du diapason avec son groupe parlementaire. Sa position, serait même controversée, au sein du bureau politique de son parti.

De son côté, le PARENA fait volte-face. Pour lui "il serait ahurissant et politiquement immoral d'envisager des négociations-amnistiantes avec les commanditaires, auteurs et coauteurs de ce génocide qui forment l'armature du CNDD"⁵.

Pourtant le PARENA avait été le premier parti "d'obédience tutsi", à se prononcer pour des négociations sans exclusive incluant le CNDD. C'était en 1996, au cours d'un meeting populaire, par la bouche de son président, le colonel Jean-Baptiste Bagaza. A l'époque sa déclaration avait soulevé peu d'émoi dans l'opinion. Dans sa gué-guerre contre Buyoya, le PARENA préfère maintenant retourner sa

veste, pour le mettre en difficultés. Tant pis pour les principes!

Dans toute cette polémique sur les négociations certaines questions de fond sont éludées. Quelles sont les alternatives possibles et crédibles à cette démarche ? Comment sortir de l'isolement dans lequel le Burundi se trouve ? Comment traiter la question de l'impunité en toute équité, sans que les procès soient considérés comme des règlements de compte et que tous les criminels, quels que soient, puissent être poursuivis ?

La communauté internationale - au-delà des déclarations de soutien, de "mise en garde ou de menaces à peine voilées aux détracteurs des négociations"⁶ devrait s'engager par des actions concrètes, à soutenir le Burundi pour affronter les questions de fond. Lever rapidement et pratiquement l'embargo, soutenir la justice, aider par tous les moyens nécessaires à améliorer la qualité de ses performances, reconnaître et réprimer le crime de génocide au Burundi, quelque soit l'époque où il a été commis, bref faire émerger un véritable état de droit qui ne s'accomode pas des crimes et qui marginalise les extrémistes.

: "elles doivent se dérouler tout près du Burundi, afin que le peuple burundais, dont l'avenir est engagé puisse les suivre régulièrement".

³Libre Belgique, jeudi, 15 mai 1997 : "Militaires au pouvoir et rebelles négocient. Spectaculaire et fragile avancée".

⁴La JRR, mouvement de jeunesse de l'UPRONA, dans sa déclaration du 15 mai 1997, "condamne le gouvernement Ndimira-Buyoya pour sa trahison" et "soutient le président du parti UPRONA, Monsieur Charles Mukasi, dans sa déclaration du 14 mai 1997".

⁵Déclaration du PARENA, du 15 mai 1997, signée par le Représentant Légal suppléant, Athanase Ndikumako.

⁶D'après l'Agence Belga citant M. André Querton, porte-parole du Ministère belge des Affaires Étrangères, "la Belgique se félicite..., encourage toutes les parties à poursuivre en vue d'une solution négociée... met en garde contre les détracteurs de ces négociations", Bruxelles, le 14 mai 1997.

Les pourparlers secrets entamés à Rome entre une délégation du Gouvernement et délégation du CNDD sous l'égide de la communauté San Egidio ont eu tout le mal du monde à débiter, les uns et les autres posant des conditions préalables pour que les discussions puissent démarrer. Fidèle à sa phraséologie, le CNDD que les documents issus des premiers contacts mentionnent le mot "Gouvernement" pour désigner la délégation gouvernementale, qualifiant celle-ci de "putschistes" ou de "junte militaire". La délégation gouvernementale réclamait de son côté l'arrêt du génocide pour pouvoir entamer toute discussion. Devant ce dialogue de sourds, le père Matteo de San Egidio, qui faisait la navette entre les deux délégations, a dû déployer tout son doigté et tout son savoir-faire pour trouver un compromis à ces diverses questions. Ainsi il a été finalement adopté l'appellation "Gouvernement en place". De même, le génocide des tutsi et des hutu modérés a été attribué au FRODEBU mais quand le CNDD s'est targué de représenter tous les grands partis* de l'ex-mouvance présidentielle, y compris le FRODEBU, il a eu bien du mal à assumer la responsabilité de "l'agashavu" dont on connaît les implications meurtrières. Comme à l'accoutumée dans ce genre de pourparlers, la manipulation, l'intoxication, surtout en destination des multiples facilitateurs, ont été de mise. Selon le CNDD, les FDD voleraient de victoire en victoire. Dans leurs élucubrations, ils auraient affirmé avoir détruit au petit séminaire de Buta un dépôt de munitions et infligé une sévère défaite à des militaires en fuite dans les enceintes de l'établissement. Ce genre de déclarations n'ont pas été du goût du Père Matteo !

*Le CNDD prétend aussi être fortement représenté au sein de l'UPRONA !

Problématique du conflit burundais

Au citoyen et politicien burundais dans la tourmente, comme à l'observateur extérieur, le conflit burundais continue de défier les analyses à moins de s'en arrêter aux partis pris, aux préjugés et aux clichés à la mode. Les acteurs tirent à hue et à dia pour se dépêtrer, mais s'embourbent davantage dans le conflit, avec semble-t-il, la volonté de s'en sortir. Mais souvent c'est la volonté d'en finir avec l'opposant ou la minorité qui prend le dessus. Quelles sont la nature et les causes du conflit ? Quels sont les principaux paramètres qui commandent l'évolution de la crise ? Quels sont les scénarii les plus couramment proposés pour sortir de la crise ? Quelles sont les chances réelles d'une paix durable ?

La nature du conflit

A la fois politique, économique et ethnique, le problème burundais gangrène en même temps tous les secteurs de la vie publique. Mais tel qu'il est souvent posé, il est émietté et présenté sous forme d'alternative exclusive.

Pour les tenants de la thèse politique, le conflit burundais oppose des groupes sociaux pour le partage et le contrôle du pouvoir. Le conflit porterait sur une base idéologique et sur la différence de projets

de société. Le manque de règles et de garanties stables pour la prise, l'exercice et le transfert du pouvoir ouvre la voie à toutes sortes de dérives : coups d'Etat et régimes militaires, mauvaise gestion publique, exclusion, etc. Mais cette thèse prise isolément ne résiste pas à l'épreuve des faits: massacres à caractère ethnique, clivages régionaux, etc.

L'autre explication est d'ordre économique. Le conflit serait causé par une mauvaise répartition des ressources nationales au profit d'une infime minorité de la population. Actuellement le conflit à propos des ressources économiques met en scène les anciens et nouveaux fonctionnaires et les grands commerçants qui représentent moins de 5% de la population. L'écart réel des richesses est donc entre les riches hutu et tutsi d'une part et la masse des pauvres hutu et tutsi. Pour d'autres, il s'agit d'un conflit entre deux "ethnies" traditionnellement et irrémédiablement opposées. Outre son caractère exogène progressivement intériorisé, cette explication se base sur une qualification relevant de préjugés sans fondement historique⁷

⁷Une ethnie est un groupe humain ayant une

Une manipulation raciste a, pendant de longues années, miné la vie sociale en ethnisant toute activité et particulièrement toute démarche politique. A partir de 1965, les Burundais ont pour la première fois vu mourir des gens à cause de leur appartenance ethnique.

Avec le discours politique de l'époque, le fait d'être hutu ou tutsi devenait un argument politique significatif. Il est la principale base de la naissance de la conscience ethnique.

Une sensibilisation politique séparée a ouvert la voie à l'exclusion mutuelle des nouvelles entités pseudo-politiques, les hutu et les tutsi. Dans la conscience de certains politiques et étrangers, la nationalité burundaise se vide progressivement de son sens. Les membres de l'autre ethnie ne sont pas perçus comme de véritables burundais : les tutsi sont des envahisseurs qu'ils est recommandé d'exterminer ou de renvoyer chez eux⁸ les hutu sont des tueurs qu'il faut réprimer et exclure.

Le ressort morbide de la méfiance et la peur de l'autre est ainsi mis en place entraînant le cycle de violences et de tueries à caractère génocidaire. En 1972, une double entreprise génocidaire a failli anéantir la nation burundaise: des hutu planifient et exécutent un massacre de nombreux paysans tutsi, la répression organisée par des tutsi emporte des milliers de hutu, dont pratiquement toute l'élite intellectuelle. Le cycle infernal de ces violences alimente encore aujourd'hui les rancoeurs et se prolonge à travers les luttes actuelles.

Cet état de choses est dû à l'impunité systématique des crimes commis lors de ces périodes de violence. Aucun crime n'a été jugé ni condamné par les tribunaux. La loi, comme suspendue un moment, reprenait cours à partir de zéro, en ignorant toutes les actions répréhensibles

intervenues pendant ses "vacances" ! L'impunité du crime consacrée à chaque crise grave est l'une des caractéristiques majeures du problème burundais. Si cet aspect du problème ne trouve pas une solution satisfaisante, il est probable que la nation connaîtra une prochaine crise, plus grave encore, qui risque de détruire ses fondements profonds.

Quel scénario pour sortir de la crises ?

Les scénarii de sortie de la crise proposés et expérimentés ont montré pour certains du moins leur limite. Au début, il a été question de remettre au pouvoir les partis politiques ayant gagné les élections: le FRODEBU et sa mouvance. Mais leur implication dans les actes de génocide d'octobre-novembre 1993 leur avait ôté toute légitimité. C'est ainsi qu'on en vint à la Convention de Gouvernement regroupant la quasi totalité des partis politiques agréés⁹. Ces derniers, supposés représenter une opinion modérée, affichent la volonté de marginaliser les extrémistes. Mais cette volonté fut peu ferme et peu soutenue par la communauté internationale qui s'était engagée dans toutes les étapes de la convention, de son élaboration à sa mise en oeuvre.

Avec l'intensification de la guerre depuis 1995, il est question de mettre tout le monde autour d'une table, en particulier ceux qui ont pris les armes. Par la force des choses, la dynamique de faire émerger un centre modéré était mise en veilleuse. Une telle solution, dans cette version maximale, comporte la faiblesse majeure des deux précédentes à savoir de préserver le ressort principal de la violence: l'impunité.

Pour ouvrir la voie de l'avenir, l'on doit accepter de rompre avec l'impunité du crime à la base de la violence depuis 1965. Il ne suffira pas de réécrire l'histoire et de faire la lumière sur le passé, ce qui est important en soi, mais surtout d'assumer ce

communauté de langue, de culture, de territoire et d'organisation sociale.

⁸De l'Ethiopie à l'Egypte en passant par la Somalie.

⁹Le PARENA était le seul agréé à l'époque à avoir refusé d'adhérer à la Convention de Gouvernement.

passé, même avec ce mal immonde de massacres, de rancoeurs et de volontés sourdes de vengeance. L'oubli du crime suggéré par certains experts internationaux revient à une reconduction tacite du contentieux du sang sur le plan privé.

Les Burundais, pour survivre et vivre en tant que nation viable et économe de son peuple, doivent couper court avec la tentation d'être gouverné par les extrêmes. Ils doivent élargir le centre correspondant à une opinion modérée porteuse d'un projet

de société basé sur une véritable citoyenneté pour tous. Ils doivent promouvoir une organisation sociale participative qui donne à tous égalité de chances à l'épanouissement personnel et collectif, qui permet également à tous de participer à la gestion des affaires de leur pays. Une solution véritable du problème burundais ne peut qu'être, comme la crise elle-même, multidimensionnelle et impliquant tous les citoyens de ce pays.

Interrogations autour de la BRARUDI (suite)

Dans le no 2 de BURUNDI Scope, nous avons fait état d'interrogations de l'opinion autour de la BRARUDI.

La nouvelle aurait suscité de l'intérêt, c'est ainsi que nous avons appris de certaines sources, que suite à l'embargo, une prospection de fournisseurs de malt aurait été initiée par le gouvernement pour faire face aux pénuries de bières. Un fournisseur aurait fait une offre étonnante. Il propose de fournir du malt par avion en provenance d'Afrique australe à un prix équivalent au tiers de celui du fournisseur habituel de la BRARUDI qui acheminait le malt par voie maritime.

Au cas où cette information serait vérifiée, cela devrait logiquement avoir des répercussions importantes à divers niveaux.

Ce serait un des bienfaits inattendus de l'embargo. A suivre!

ERRATUM

Une coquille s'est malheureusement glissée dans notre précédent numéro. Sur le sous-titre de l'article "remaniement ministériel du 4 mai: un non-événement !", il faut lire "alors qu'ils pouvaient tant, ils ont osé si peu..." et non pas "alors qu'ils pouvaient tout, ils ont osé si peu...".

Nos lecteurs voudront bien nous en excuser.